

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

QUARANTE-DEUXIÈME SESSION

*Documents officiels**



SIXIÈME COMMISSION
38^e séance
tenue le
mardi 3 novembre 1987
à 15 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 38^e SEANCE

Président : M. AZZAROUK (Jamahiriya arabe libyenne)

SOMMAIRE

POINT 135 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DE LA COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL SUR
LES TRAVAUX DE SA TRENTE-NEUVIÈME SESSION (suite)

POINT 130 DE L'ORDRE DU JOUR : PROJET DE CODE DES CRIMES CONTRE LA PAIX ET LA
SECURITE DE L'HUMANITE (suite)

*Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GENERALE
A/C.6/42/SR.38
5 novembre 1987

ORIGINAL : FRANCAIS

La séance est ouverte à 15 h 10.

POINT 135 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DE LA COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL SUR LES TRAVAUX DE SA TRENTE-NEUVIEME SESSION (suite) (A/42/10, A/42/498, A/42/429 et A/42/179)

POINT 130 DE L'ORDRE DU JOUR : PROJET DE CODE DES CRIMES CONTRE LA PAIX ET LA SECURITE DE L'HUMANITE (suite) (A/42/484 et Add.1)

1. M. CORELL (Suède), parlant au nom des pays nordiques (Danemark, Finlande, Islande, Norvège et Suède), dit que la Sixième Commission et la Commission du droit international gagneraient à mener un dialogue, la Sixième Commission donnant des directives générales concernant les travaux futurs et les méthodes de travail de la CDI. Le dialogue doit également permettre d'examiner les travaux accomplis par la Sixième Commission et la CDI et le mode de répartition des questions entre ces deux organes et leurs comités spéciaux, afin de contribuer plus efficacement au développement progressif du droit international.

2. En ce qui concerne les relations entre les travaux de la CDI et ceux de la Sixième Commission généralement parlant, M. Corell se demande si les travaux de cette dernière ne pourraient pas être organisés de manière à contribuer plus efficacement à ceux de la CDI. On pourrait se demander si le temps imparti à la Sixième Commission est utilisé le plus rationnellement possible. Par exemple, le Sous-Comité des relations de bon voisinage a consacré énormément de temps à cette question. De nombreuses délégations sont d'avis que la contribution de ces travaux à la codification du droit international sera plutôt modeste. Il y a manifestement là un problème de disproportion, des questions aussi secondaires étant étudiées au détriment de questions aussi importantes que le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation et la responsabilité internationale pour les conséquences préjudiciables découlant d'activités qui ne sont pas interdites par le droit international. Ne gagnerait-on pas à examiner ces questions de manière plus approfondie à la Sixième Commission également, voire au sein des groupes de travail créés à chaque session de l'Assemblée générale?

M. Corell souhaite recueillir l'avis des autres délégations et des membres de la CDI sur la question.

3. En ce qui concerne le rapport de la CDI proprement dit, les pays nordiques se déclarent satisfaits du travail accompli par la CDI à sa trente-neuvième session. Le moment venu, la Finlande, l'Islande et la Norvège feront chacune une déclaration sur le droit des utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation, sur la responsabilité internationale et sur le projet de code des crimes, respectivement.

4. Dans sa résolution 41/81, l'Assemblée générale a prié la CDI d'examiner de manière approfondie la planification de ses activités et méthodes de travail, conformément au vœu de plusieurs délégations. Cela prouve que l'on est de plus en plus conscient de la nécessité de rationaliser les méthodes de travail. Les pays nordiques se félicitent de ce que la CDI se soit dotée d'un groupe de travail spécial sur les méthodes de travail et de ce qu'elle ait donné rapidement suite à

(M. Corell, Suède)

la demande que lui a faite l'Assemblée générale dans sa résolution 41/81 d'améliorer les moyens de communication avec l'Assemblée, plus précisément avec la Sixième Commission. Il est très utile que la CDI invite les délégations à lui faire des observations sur certaines questions.

5. S'agissant de la planification des activités futures de la CDI, les pays nordiques jugent réalistes les directives pour la période quinquennale en cours. Toutefois, il serait peut-être nécessaire de réorienter les priorités dans un cas car, depuis l'accident nucléaire de Tchernobyl, les pays s'attendent de plus en plus à ce que l'ONU et d'autres organismes internationaux fassent face aux menaces que l'ère industrielle fait peser sur l'environnement. En effet, la modernisation industrielle fait apparaître la nécessité de résoudre les problèmes juridiques liés aux activités dangereuses pour l'homme et l'environnement. D'où l'intérêt de la question de la responsabilité internationale pour les conséquences préjudiciables découlant d'activités qui ne sont pas interdites par le droit international. A cet égard, le fait que l'Agence internationale de l'énergie atomique mène des travaux sur la question ne doit pas faire craindre des risques de double emploi. La CDI doit chercher à élaborer une convention énonçant des règles et directives de portée générale, encore qu'il soit également nécessaire de disposer d'une convention plus spécifique dans des domaines tels que les dommages résultant des accidents nucléaires.

6. En ce qui concerne le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation, les pays nordiques se félicitent de ce que la CDI ait adopté à titre provisoire un ensemble d'articles sur la question.

7. Revenant aux questions relatives à l'organisation des travaux, M. Corell relève qu'au paragraphe 234 de son rapport, la CDI évoque la possibilité d'échelonner l'examen de certains sujets, comme prévu dans la résolution 41/81 de l'Assemblée générale. Il se demande cependant pourquoi elle n'a pas jugé nécessaire de faire une proposition à cet égard, d'autant plus que son volume de travail est déjà lourd et qu'une décision sur la question contribuerait d'ores et déjà à accroître l'efficacité de ses travaux.

8. Au paragraphe 246 de son rapport, la CDI évoque également les propositions concernant la forme de ses rapports à l'Assemblée générale. Ces propositions doivent être examinées plus avant. On pourrait raccourcir le rapport, par exemple en supprimant nombre de rappels historiques à l'introduction de chaque sujet, qui ne se justifient que lorsque la CDI présente un ensemble d'articles en première lecture. En outre, après l'adoption en première lecture de projets d'articles sur un sujet considéré dans son ensemble, la CDI doit établir un document de synthèse qui permette aux Etats Membres de préparer facilement leurs commentaires, le document de synthèse s'entendant non seulement des projets d'articles mais également des commentaires explicatifs sur lesdits articles.

9. Les délégations nordiques souscrivent à la proposition de transmettre à l'avance l'introduction du Président au rapport de la CDI afin de permettre aux délégations de préparer leurs observations et déclarations sur les différentes

(M. Corell, Suède)

questions inscrites à l'ordre du jour de la CDI, puisque le rapport final ne leur est envoyé que vers la mi-octobre. Le Président de la CDI serait ainsi mieux à même d'insister devant la Sixième Commission sur des points présentant un intérêt particulier.

10. Certes, à l'instar des autres organes de l'ONU, la CDI doit garder présentes à l'esprit les difficultés financières de l'Organisation. L'Assemblée générale ne doit cependant pas perdre de vue le fait que le développement progressif et la codification du droit international est une tâche extrêmement importante, qui exige des méthodes de travail rationnelles et tous les services raisonnables. La CDI a besoin de temps et de l'appui de la Division de la codification pour s'acquitter de sa mission. A cet égard, les pays nordiques partagent les vues de la CDI.

11. Enfin, M. Corell dit que l'oeuvre de la CDI doit déboucher sur un droit international codifié, à partir du droit coutumier et un travail d'invention prudent. Ce droit, interprété par des organes indépendants et impartiaux, constituera un moyen de règlement pacifique des différends entre Etats souverains. C'est dans cet esprit que les pays nordiques envisagent les travaux de la Sixième Commission et de la CDI.

12. M. WATTS (Royaume-Uni), évoquant la question du droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation, se félicite de l'orientation générale des travaux de la CDI sur la question.

13. M. Watts relève premièrement au paragraphe 2 du commentaire sur le projet d'article 2 que la CDI s'est contentée de poursuivre ses travaux sur la base de l'hypothèse de travail concernant la définition d'un "système de cours d'eau international" adoptée en 1981. Cette manière de procéder est très satisfaisante au stade actuel de l'examen de la question. Certes, il pourrait ne pas être nécessaire, voire possible, de convenir d'une définition type; le fait d'avoir identifié très tôt la notion fondamentale constitue néanmoins en l'occurrence un préalable.

14. Deuxièmement, les projets d'articles ont été adoptés provisoirement en partant de l'hypothèse qu'ils doivent déboucher sur "un accord-cadre". On adapterait ainsi des règles générales supplétives applicables aux cours d'eau internationaux, règles qui seraient cependant conçues de manière à permettre aux Etats intéressés par un cours d'eau donné de les compléter par voie d'accords séparés. Une telle approche est essentielle dans la mesure où les cours d'eau internationaux présentent tant de particularités du point de vue économique, politique et écologique.

15. Il pourrait cependant se révéler souhaitable d'aller plus loin. M. Watts doute que l'on puisse prescrire des règles générales contraignantes, ne serait-ce que de caractère supplétif. Il serait peut-être plus réaliste d'énoncer certaines recommandations ou directives dont les Etats pourraient s'inspirer pour négocier des accords en ce qui concerne les cours d'eau dont ils sont riverains. A tout le moins, les dispositions du paragraphe 1 du projet d'article 4 qui définissent les accords séparés comme étant ceux qui "appliquent et adaptent" les accords devant être adoptés gagneraient à être réexaminées. Interprétés restrictivement, les deux

(M. Watts, Royaume-Uni)

verbes peuvent s'entendre comme permettant uniquement d'appliquer les articles tels qu'ils sont conçus ou de les appliquer sous réserve d'adaptations convenues d'un commun accord. Or, la notion d'"adaptation" pourrait exclure la possibilité de ne pas appliquer les articles du tout. M. Watts est d'avis que l'on restreindrait ainsi indûment le droit des Etats de cours d'eau de signer le cas échéant un accord qui leur paraisse mieux adapté à leur situation particulière, si nécessaire, en ne respectant pas les règles générales qui pourraient être énoncées dans les articles.

16. Troisièmement, le projet d'article 5 énonce le droit de l'Etat du cours d'eau de participer à la négociation de tout accord présentant quelque intérêt pour lui et aux consultations y relatives. M. Watts se demande comment donner effet à ce droit dans la pratique. Par exemple, lorsque deux Etats du cours d'eau mènent des consultations bilatérales sur le fonctionnement d'un accord concernant le système de cours d'eau tout entier, un troisième Etat du cours d'eau a-t-il toujours le droit de participer à ces consultations en vertu du paragraphe 1 du projet d'article 5? Il est vrai que cette disposition limite le droit de participation aux "consultations appropriées", ce qui pourrait s'entendre des seules consultations à propos d'accords en cours de négociation, à l'exclusion des consultations sur des accords déjà en vigueur. Si tel est le cas, cette disposition peut être clarifiée davantage. Mais, même si l'on envisage les seules consultations ayant trait aux négociations en cours, il est peu réaliste de vouloir écarter la possibilité de consultations bilatérales entre Etats ayant des intérêts communs particuliers.

17. S'agissant du droit d'un Etat à prendre part aux consultations en vertu du paragraphe 2 du projet d'article, ce droit s'apprécie par rapport au fait que l'utilisation du cours d'eau par l'Etat en question est affectée de façon "sensible". Il est certes difficile de trouver un adjectif précis; néanmoins, la CDI gagnerait à remplacer cet adjectif, dans la mesure où on pourrait déceler une certaine incohérence dans la définition que la CDI donne à cet adjectif dans différentes parties de son rapport. Par exemple, aux paragraphes 15 et 16 du commentaire sur le projet d'article 4, la CDI dit que si l'expression "de façon sensible" s'entend d'une "véritable atteinte à l'utilisation", elle n'est pas employée dans le sens de "considérable". Or, elle dit au paragraphe 130 de son rapport que le risque considéré doit avoir "une certaine ampleur", ce qui est difficile à concilier avec le fait qu'il n'est pas "considérable". La CDI pourrait peut-être revoir l'emploi de cette expression dans ces deux contextes.

18. S'agissant du projet d'article 10 qui a été examiné et non adopté provisoirement, relatif à l'obligation générale de coopérer, sans vouloir contester qu'il soit souhaitable que les Etats coopèrent tant en ce qui concerne les cours d'eau internationaux que pour ce qui est de tous les autres aspects des relations internationales, le Royaume-Uni ne voit ni l'utilité pratique de faire de cette proposition une obligation juridique générale, ni la signification réelle d'une telle obligation ou la manière de la faire respecter. Etant donné les problèmes que suscite cette disposition et son défaut de portée pratique, le Royaume-Uni se demande si l'on ne gagnerait pas à la supprimer. Le Rapporteur spécial estime pouvoir parvenir à modifier et à préciser le libellé de cet article, et il faut espérer qu'il ne perdra pas de vue l'application pratique de tout article sur la question.

(M. Watts, Royaume-Uni)

19. En ce qui concerne les relations entre les Etats et les organisations internationales, le Royaume-Uni continue de douter qu'il soit possible de faire un travail utile important sur la question. Vu le grand nombre de questions importantes inscrites à son ordre du jour, il ne pense pas que la CDI doive accorder une quelconque priorité à cette question. Le Royaume-Uni est d'autant plus sceptique qu'il existe toute une gamme de traités tels que la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies, la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées, avec ses nombreuses annexes concernant les diverses institutions, ainsi que nombre d'autres accords internationaux relatifs aux privilèges et immunités des organisations internationales, y compris les divers accords de siège signés entre les organisations et les Etats intéressés. Il serait de toute évidence inadmissible de remettre en cause le statut ou la validité de ces accords. C'est précisément ce que la CDI doit éviter de faire. Dans ces conditions, ses travaux sur la question ne peuvent avoir qu'une portée négligeable, dans la mesure où les organisations internationales ont chacune leurs exigences propres. Il appartient aux Etats membres de chaque organisation de décider eux-mêmes des privilèges et immunités nécessaires à chaque organisation. Ils s'inspirent d'ailleurs souvent de l'exemple des organisations déjà en place. Aussi, le Royaume-Uni partage-t-il l'opinion selon laquelle la CDI doit se borner à fournir aux Etats et aux organisations internationales des directives et recommandations en la matière.

20. En ce qui concerne les questions d'organisation, le Royaume-Uni déplore que la CDI n'ait pas répondu aux attentes en la matière. Il est vrai que la CDI reconstituée a mis du temps à s'installer, que sa session n'a duré que 11 mois cette année; néanmoins, l'allégement de son ordre du jour est dû au hasard. Rien ne permet de dire qu'il en sera ainsi dans l'avenir. Par ailleurs, le Royaume-Uni se préoccupe des incidences négatives des mouvements de personnel à la Division de la codification du Bureau des affaires juridiques de l'Organisation, mais il espère que le Conseiller juridique fera tout son possible pour doter la Division de la codification et le reste du Bureau des affaires juridiques des fonctionnaires les plus compétents.

21. En ce qui concerne le programme de travail futur, le Royaume-Uni note avec intérêt que la CDI s'est penchée sur la question de la planification de ses activités et a fourni certaines indications quant aux progrès qu'elle espère accomplir au cours des quatre prochaines années sur les questions dont elle est saisie. Il semblerait cependant que la CDI fait preuve d'optimisme en la matière. Il est souhaitable qu'il ne s'agisse là que d'une impression, car le Royaume-Uni espère que la CDI fera son maximum au cours du mandat de ses membres actuels.

22. Enfin, la Sixième Commission a pour mission d'aider la CDI à accomplir les progrès souhaités. Elle le fait en examinant le rapport de la CDI. Or, ce rapport lui a encore été soumis très tardivement, et faute d'avoir le temps nécessaire pour étudier ce rapport, les délégations ne peuvent contribuer utilement à un échange de vues sur les travaux de la CDI. M. Watts exprime l'espoir que la CDI s'efforcera à l'avenir de présenter son rapport en temps voulu.

23. M. LUKJANOVICH (Union des Républiques socialistes soviétiques) appelle l'attention sur le mémorandum concernant le développement du droit international (A/C.6/41/5) qui a été présenté par son pays.

24. Le projet d'articles sur le statut du courrier diplomatique et de la valise diplomatique non accompagnée par un courrier diplomatique, qui a été adopté en première lecture, pourrait constituer une bonne base pour l'élaboration d'une convention en la matière. C'est là un sujet auquel l'Union soviétique attache la plus grande importance.

25. En ce qui concerne l'article 18, la délégation soviétique tient à souligner que la nécessité de faire bénéficier le courrier diplomatique de l'immunité de la juridiction pénale de l'Etat de réception ou de transit tient au fait que celui-ci doit pouvoir s'acquitter sans entrave de ses fonctions et découle de son statut de fonctionnaire utilisé pour assurer les relations officielles avec les organes de représentation. Seul l'Etat d'envoi peut renoncer à l'immunité du courrier diplomatique. Par ailleurs, les immunités octroyées au courrier diplomatique ne doivent pas être inférieures à celles accordées au personnel administratif et technique. Enfin, il ne faut pas perdre de vue le fait que la CDI a prévu des garanties juridiques contre l'abus des privilèges et immunités du courrier diplomatique.

26. L'article 28 doit prévoir non seulement que la valise diplomatique ne doit être ni ouverte, ni retenue, mais aussi qu'elle est exempte de tout examen, que ce soit directement ou à l'aide de moyens électroniques ou d'autres moyens techniques. Il est inacceptable d'essayer de lui étendre le régime de la Convention de Vienne sur les relations consulaires qui prévoit la possibilité de la faire ouvrir et de la faire renvoyer à son lieu d'origine. L'Etat de réception et l'Etat de transit disposent de moyens suffisants pour empêcher les abus et, en cas d'infraction, peuvent, en tout état de cause, prendre les mesures de rétorsion nécessaires.

27. Malgré les résultats concrets obtenus à la trente-neuvième session, la voie choisie par la CDI en ce qui concerne l'élaboration du projet d'articles sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation suscite des doutes. Les notions fondamentales devraient être précisées avant de poursuivre l'élaboration de nouveaux articles et l'approfondissement du sujet. L'expression "cours d'eau internationaux", par exemple, prête à confusion à cause de l'analogie avec les fleuves internationaux qui évoquent un régime dans lequel le fleuve peut être utilisé non seulement par les Etats riverains, mais aussi par des Etats tiers. Une expression telle que "cours d'eau plurinationaux" permettrait d'éviter cette confusion.

28. De plus, on ne pourra développer l'ensemble du sujet et choisir la forme que devra revêtir le futur instrument que lorsqu'on aura opté entre la formule du "cours d'eau international" et celle du "système de cours d'eau international". Cette dernière notion est trop vague et risque d'aboutir, dans le cas des Etats de petite ou moyenne dimension, à une situation absurde, à savoir que toutes les ressources en eau de ces Etats seraient soumises à une réglementation internationale.

(M. Lukjanovich, URSS)

29. Il faudrait aussi préciser si l'expression "à des fins autres que la navigation" s'entend au sens étroit ou au sens large. Dans ce dernier cas, il faudrait également examiner les questions relatives à la protection et à l'utilisation rationnelle des eaux. En outre, il faudra veiller à ce que les dispositions qui seront élaborées ne donnent aucun droit d'ingérence dans l'activité économique de l'Etat riverain, en particulier en ce qui concerne la répartition des ressources biologiques du cours d'eau qui relève de la compétence exclusive de cet Etat.

30. Il serait temps aussi de se mettre d'accord sur la forme que devra revêtir le futur instrument. A cet égard, la délégation soviétique estime que la CDI devrait élaborer des principes généraux ayant un caractère de recommandation et laissant aux Etats le choix entre diverses options en fonction des conditions propres à chaque cas concret.

31. Dans le cadre du sujet à l'examen, la notion de "ressource naturelle partagée" est incompatible avec le principe de la souveraineté permanente des Etats sur leurs ressources naturelles. On ne saurait non plus accepter l'idée selon laquelle seul le recours à cette notion permettrait d'empêcher qu'il soit porté atteinte aux intérêts des autres Etats riverains. Le principe clef à cet égard est celui de la coopération entre Etats souverains.

32. L'obligation générale de coopérer énoncée à l'article 10 revêt une importance capitale, d'une part, pour empêcher qu'une activité ait des conséquences négatives pour les autres Etats riverains et, d'autre part, pour assurer l'utilisation optimale du cours d'eau dans l'intérêt de tous. Le futur instrument doit faire de la coopération un principe général engendrant des obligations de caractère général, et préserver un juste équilibre entre ce principe et tous les autres principes du droit international ayant un rapport avec le sujet, dont certains, et en particulier celui de la souveraineté permanente des Etats sur leurs ressources naturelles, ne sont pas suffisamment reflétés dans les projets d'article proposés jusqu'à présent.

33. M. TREVES (Italie) fait observer que si, parmi les éléments à prendre en considération pour l'élaboration du projet d'articles sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation, la souveraineté de l'Etat sur le territoire duquel se trouve une portion donnée d'un cours d'eau international devait être considérée comme revêtant une importance primordiale, tous les problèmes auraient pu être résolus par le biais de l'application des règles sur la souveraineté territoriale et sur la responsabilité internationale, si bien que l'étude du sujet par la CDI n'aurait plus de raison d'être. Force est de reconnaître que les intérêts de certains des Etats auxquels appartiennent les eaux d'un cours d'eau international peuvent être affectés par les utilisations des eaux du même cours d'eau par d'autres Etats, et même que les utilisations du cours d'eau par l'ensemble des Etats du cours d'eau peuvent affecter les intérêts de la communauté internationale dans son ensemble. Cette situation exige l'établissement d'un savant équilibre entre diverses règles juridiques.

(M. Treves, Italie)

34. Même si les opinions sont partagées sur le point de savoir dans quelle mesure le droit international coutumier couvre déjà le sujet, il semble que certains principes généraux tels que celui de l'utilisation équitable et raisonnable du cours d'eau international et leurs corollaires, à savoir les obligations de consultation et de coopération, fassent déjà partie du droit coutumier ou soient en passe de le faire. L'intervention de la CDI est néanmoins utile pour systématiser, expliciter et développer ces principes. Le fait que les principes généraux en question reposent sur des notions nécessairement imprécises rend particulièrement importante l'adoption de règles de procédure précises pour conférer un caractère pratique à ces principes.

35. Bien qu'ayant estimé dans le passé qu'il suffisait que la CDI élabore des règles types, l'Italie se rallie au choix opéré à l'article 4, à savoir que le projet d'articles doit prévoir des obligations contraignantes à caractère supplétif.

36. La délégation italienne juge sage la décision de la CDI de laisser provisoirement de côté l'article premier relatif aux expressions employées et d'utiliser l'hypothèse de travail adoptée en 1980. Elle espère néanmoins que lorsque la CDI reviendra sur ce point, elle n'aura pas à accepter une conception plus restreinte du cours d'eau international.

37. La délégation italienne souscrit en général aux articles 4 et 5 relatifs aux accords de cours d'eau. Une attention particulière devrait être accordée à la situation des Etats qui ne sont pas parties à un accord de cours d'eau restreint. Le paragraphe 2 de l'article 4, qui énonce un principe de base, et le paragraphe 2 de l'article 5, qui énonce des règles de procédure, doivent être envisagés ensemble. Ces deux paragraphes ont aussi un lien avec les règles de procédure relatives aux utilisations nouvelles énoncées dans les articles 11 à 15. Il devrait ressortir clairement que ces règles s'appliquent également aux utilisations nouvelles résultant d'un accord de cours d'eau restreint. Le paragraphe 2 de l'article 5 est tout à fait compatible avec les procédures énoncées en détail aux articles 11 à 15, et ces procédures devraient être utilisées pour atteindre les objectifs spécifiques fixés dans ce paragraphe pour les utilisations nouvelles découlant d'accords de cours d'eau restreints.

38. L'article 6 est l'une des dispositions clefs du projet, et la délégation italienne souscrit à sa formulation actuelle. Les observations explicitant, dans le commentaire, le sens de l'expression "optimum d'utilisation" sont particulièrement importantes; elles devraient trouver leur place dans le texte même du projet d'articles.

39. La liste de facteurs figurant à l'article 7 semble, dans la mesure où elle n'a pas un caractère limitatif, dans l'ensemble satisfaisante.

40. En ce qui concerne l'article 10, qui est l'une des dispositions les plus importantes du projet d'articles, la délégation italienne estime que la pratique internationale actuelle permet d'affirmer que l'obligation de coopérer est consacrée par le droit coutumier.

(M. Treves, Italie)

41. La délégation italienne n'est pas convaincue qu'en remplaçant, à l'article 11, l'expression "dommage appréciable" par l'expression "effet négatif", on parvienne à dissiper les doutes évoqués au paragraphe 103 du rapport au sujet du "mécanisme déclencheur" de l'obligation de notification prévue dans cet article. Cette modification ne mettrait pas suffisamment en relief le caractère factuel et non juridique du critère. Pour parvenir à ce résultat, la meilleure solution serait d'indiquer que toutes les utilisations nouvelles doivent être notifiées. Il faudrait alors insérer dans le projet d'articles une définition des utilisations nouvelles; celle qui figure actuellement dans la note de bas de page 50 devrait être revue dans cette optique.

42. Bien que l'opinion qui a prévalu à la CDI soit que le paragraphe 3 de l'article 14 et le paragraphe 3 de l'article 15, relatifs aux questions de responsabilité, devraient être supprimés (voir A/42/10, par. 113 et 116), la délégation italienne estime qu'ils devraient simplement être laissés de côté jusqu'à ce que les problèmes de responsabilité se posant dans le cadre du projet d'articles aient été clarifiés. De plus, contrairement à ce qui est dit au paragraphe 116 du rapport, elle ne pense pas que les raisons qui pourraient justifier la suppression du paragraphe 3 de l'article 14 s'appliquent dans le cas du paragraphe 3 de l'article 15. La première disposition prévoit la responsabilité en cas de dommage causé après la violation des règles de procédure. La situation envisagée est donc celle d'un fait illicite, auquel les règles générales sur la responsabilité s'appliqueraient, même si la disposition proposée lie la responsabilité née de la violation des règles de procédure à un dommage qui pourrait être indépendant de cette violation. De ce point de vue, l'argument de la rigueur excessive de la sanction avancé au paragraphe 113 semble valable. Une discussion plus approfondie de ce point aurait toutefois été souhaitable.

43. Le paragraphe 3 de l'article 15, quant à lui, prévoit la responsabilité dans le cas où le dommage est la conséquence d'une activité licite, les dispositions des paragraphes 1 et 2 de ce même article ayant été respectées. Sa suppression aurait pour conséquence d'éliminer dans ce cas toute responsabilité. C'est là une question qu'il faudrait examiner plus avant. Il faudrait en particulier préciser si l'extrême urgence visée au paragraphe 1 de l'article 15 équivaut aux causes (force majeure ou nécessité) excluant l'illicéité. Si cela devait être le cas, tout l'article serait superflu, à moins que le paragraphe 3 ne soit conservé. Si cela ne devait pas être le cas (ou ne devait l'être que partiellement), l'article 15 serait utile et la question du maintien ou de la suppression du paragraphe 3 serait une question de fond puisqu'il énonce un principe qui aboutit à un résultat opposé à celui découlant des principes généraux concernant la responsabilité.

44. M. ROSENSTOCK (Etats-Unis d'Amérique) dit que le sujet du droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation est de ceux qui permettent de donner un sens concret aux notions véritablement progressistes de l'interdépendance. C'est en effet la manière dont on aborde ce type de questions, plus que les effets de rhétorique concernant de nouveaux systèmes de sécurité collective, qui sert ou dessert l'interdépendance des Etats à la fin du XXe siècle. Il n'est pas très important que l'expression "ressource

(M. Rosenstock, Etats-Unis)

naturelle partagée" soit ou non utilisée, dans la mesure où l'on reconnaît que l'eau est une ressource limitée et que des principes doivent être élaborés pour que tous ceux qui l'utilisent en tirent le maximum d'avantages. Par contre, on ne reconnaît pas l'interdépendance en déclarant que le sujet ne concerne que la voie principale d'un cours d'eau traversant ou formant une frontière, ou en défendant la doctrine Harmon, qui date de la fin du XIXe siècle, comme l'a fait un membre de la CDI, ou en invoquant le principe de la souveraineté sur les ressources naturelles pour justifier une politique d'appauvrissement des Etats voisins d'aval, ni en essayant dans un premier temps de limiter la portée du sujet puis en affirmant que l'on devrait se contenter de recommandations et non élaborer des règles. L'on reconnaît et l'on sert l'interdépendance et la sécurité lorsque l'on admet que l'égalité souveraine des Etats ne prend son sens véritable que si l'on considère que les droits à l'utilisation d'un cours d'eau international sont en corrélation : le droit d'un Etat d'utiliser un cours d'eau est en corrélation avec le droit des Etats d'amont et d'aval de faire de même.

45. Cette corrélation est en partie mise en lumière par le devoir de coopérer, dans la mesure où ce devoir est perçu largement et bien défini. A cet égard, il est important de comprendre que s'agissant d'usages autres que la navigation, la partie visible d'un cours d'eau n'est pas tout le cours d'eau, et qu'un cours d'eau est par exemple affecté lorsque les eaux souterraines qui l'alimentent sont détournées ou polluées. A cet égard, la délégation des Etats-Unis est en plein accord avec le représentant du Qatar.

46. Il reste possible pour les Etats de conclure des accords bilatéraux, et si, comme c'est rarement le cas, ils sont dans la même position de force pour négocier, ils peuvent élaborer un arrangement viable. La CDI devrait énoncer des principes généraux en se fondant sur le fait qu'un cours d'eau doit être considéré comme une partie absolument inséparable d'un bassin hydrographique. Le texte élaboré par le Comité de rédaction, y compris l'hypothèse de travail provisoirement adoptée en 1980, semble très conservateur à la délégation des Etats-Unis. A ce stade, toutes observations concernant le texte des articles 2 à 7 ne peuvent être que préliminaires et provisoires. Ceci étant, les projets d'article élaborés semblent en gros refléter une perception correcte de la portée du sujet et de sa relation avec la navigation. On peut supposer que la contradiction entre le texte de l'article 3 et le commentaire sera résolue en faveur du texte.

47. La forme de l'accord-cadre reflétée par l'orientation générale de l'article 4 reconnaît justement la diversité des systèmes de cours d'eau et la nécessité qui en découle de laisser aux Etats assez de liberté d'une part, et l'utilité largement reconnue de disposer d'un cadre de règles et de principes généraux supplétifs, ces principes pouvant faciliter la conclusion d'accords spécifiques entre Etats d'un même système. La réserve figurant au paragraphe 2 de l'article 4 va de soi, mais peut-être était-il utile de l'énoncer. De même, en ce qui concerne l'article 5, le sens commun semble exiger que les problèmes potentiels soient identifiés avant et non après qu'un traité soit conclu. Par ailleurs, peut-être la CDI pourrait-elle se demander si l'exigence que l'utilisation risque d'être affectée "de façon sensible" concerne le paragraphe 1. Est-ce que tous les Etats riverains d'amont sont nécessairement affectés par les accords, aussi vaste soit leur portée, conclus

(M. Rosenstock, Etats-Unis)

entre Etats d'aval? Les mots "qui s'applique [au système] tout entier" sont-ils censés couvrir ce point? Le commentaire devrait peut-être être plus précis à cet égard.

48. S'il est particulièrement difficile de commenter les articles 6 et 7 en l'absence du reste des articles de la partie II, ils semblent constituer une base solide, reflétant une approche correcte de l'ensemble du problème. Les notions envisagées dans ces articles, l'obligation de coopérer par exemple, devraient être plus développées. Par ailleurs, on devrait élaborer un article consacré à la pollution, qui est l'un des principaux problèmes des cours d'eau. C'est à juste titre que la délégation de la République fédérale d'Allemagne a déclaré que l'on devait tenir compte des débats actuels dans le domaine de la pollution transfrontière.

49. Pour ce qui est du reste des projets d'article, il serait prématuré, voire présomptueux, de présenter des observations. Néanmoins, les échanges auxquels ils ont donné lieu à la CDI étaient très instructifs. Les modifications proposées à juste titre par le Rapporteur spécial représentent une synthèse positive du débat et ne manqueront pas de faire avancer les travaux.

50. Il pourrait être prudent pour la CDI d'examiner assez tôt la question du règlement des différends. La nature très générale des règles supplétives, qui se fondent sur des termes tels que "coopération", "bonne foi", "utilisation équitable", rendra vraisemblablement nécessaires les dispositions procédurales détaillées de règlement des différends. Les déclarations faites au cours des deux derniers mois donnent à penser qu'un très important acteur de la scène internationale a peut-être fondamentalement changé d'attitude à l'égard des procédures de règlement des différends faisant intervenir une tierce partie. Si ce changement d'attitude est aussi fondamental qu'on veut bien le dire, peut-être une approche plus hardie que celle proposée au paragraphe 111 du rapport est-elle possible. La délégation des Etats-Unis ne s'oppose pas à ce que la CDI se prononce à un stade ultérieur sur cette question, comme l'a proposé le Rapporteur, mais un certain nombre de gouvernements ne seront en mesure de présenter des observations définitives sur les projets d'article que lorsqu'ils auront une idée des dispositions relatives au règlement des différends. Le climat est maintenant meilleur s'agissant d'intégrer de telles dispositions à l'ensemble du projet.

51. Il est certains sujets dont la CDI est saisie qui, bien qu'importants, sont si vastes que les travaux les concernant sont nécessairement lents et il en est d'autres de si peu d'importance, traitant de questions si accessoires, que l'on peut se demander s'ils méritent le temps qu'on leur consacre. Les questions de privilèges et immunités envisagées par la CDI font partie de cette catégorie. En outre, il ne semble guère utile d'élaborer un projet d'articles sur la deuxième partie du sujet des relations entre Etats et organisations internationales. Des accords généraux existent et si nécessaire, il existe des accords bilatéraux.

52. Le sujet du droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation semble n'appartenir à aucune de ces deux catégories, mais occuper une position médiane, permettant d'envisager une

(M. Rosenstock, Etats-Unis)

contribution majeure. Il est suffisamment prioritaire pour que la CDI puisse l'achever au cours de son actuel mandat quinquennal. La délégation des Etats-Unis prie donc instamment le Rapporteur spécial de conserver le même rythme de travail et le Groupe de rédaction de consacrer davantage de temps à la question de manière à rattraper le Rapporteur spécial avant la fin de la quarantième session de la CDI.

53. M. HAYASHI (Japon) se félicite que la CDI ait nommé deux rapporteurs spéciaux sur deux sujets hautement prioritaires qu'elle n'a pas examinés à sa dernière session, à savoir la responsabilité des Etats et les immunités juridictionnelles des Etats et de leurs biens.

54. La CDI a pu être à l'avant-garde des efforts de la communauté internationale dans le domaine de la codification et du développement progressif du droit international, parce que ses membres sont tous d'éminents juristes ayant une profonde connaissance et une vaste expérience des réalités des affaires internationales, ainsi qu'une grande indépendance par rapport à leur pays d'origine. La pratique du consensus est également extrêmement importante, car c'est par elle que la CDI peut accomplir efficacement sa mission et établir un ordre juridique pour l'ensemble de la communauté internationale.

55. Par ailleurs, il n'est pas possible pour la CDI d'examiner comme elle le devrait tous les sujets inscrits à son ordre du jour. De même, elle ne pourrait en examiner aucun de manière approfondie si elle les examinait tous à chaque session. De l'avis de la délégation japonaise, la CDI devrait examiner en deuxième lecture les deux projets d'articles dont elle a terminé la première lecture, en tenant pleinement compte des observations des gouvernements. Outre ces deux sujets, c'est celui de la responsabilité des Etats qui est le plus important, et la délégation japonaise espère qu'il recevra l'attention qu'il mérite.

56. En ce qui concerne le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation, la délégation japonaise note que les membres de la CDI considèrent en général que les travaux sur ce sujet doivent viser à l'élaboration d'une convention-cadre qui servira à coordonner les diverses utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation, et c'est bien là l'objectif que la CDI doit poursuivre.

57. En ce qui concerne l'article 10 proposé par le Rapporteur spécial, et relatif à l'obligation générale de coopérer, il n'est pas possible, tant que la portée et les buts de l'article en question n'ont pas été précisés, de déclarer que de telles obligations générales existent en droit international. Il faut se féliciter que le Rapporteur spécial ait l'intention d'améliorer le texte en faisant référence notamment aux buts spécifiques et aux objectifs de la coopération. En ce qui concerne les articles 11 à 15, ils sont importants en ce qu'ils tentent de codifier les règles procédurales visant à assurer l'application effective de règles de fond qui ont déjà été renvoyées au Comité de rédaction. Par ailleurs, il est important de parvenir à un équilibre raisonnable et équitable entre les intérêts de l'Etat envisageant une nouvelle utilisation d'un cours d'eau et ceux de l'Etat auquel cette utilisation doit être notifiée. La délégation japonaise espère que la CDI gardera ce point à l'esprit et affinera les diverses notions contenues dans ces projets d'articles.

58. M. HAYES (Irlande) dit qu'en dépit des nombreuses années consacrées au sujet, l'élaboration du projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité est encore loin d'être achevée. Or, la délégation irlandaise est, quant à elle, favorable à l'élaboration et à l'adoption d'un code : il est nécessaire de disposer d'un ensemble identifiable de règles, approuvées par la communauté internationale, au regard desquelles certains actes, et les allégations selon lesquelles ces actes sont des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité, peuvent être évalués. On doit bien sûr espérer beaucoup plus, mais cela seul justifierait l'adoption d'un code.

59. En ce qui concerne les objectifs, l'idéalisme doit faire des concessions au réalisme. Ainsi, sans préjuger l'évolution future, le projet de code ne devrait pas pour l'heure envisager la responsabilité pénale des Etats ou la création d'une juridiction pénale internationale. Ces positions impliquent un appui pour le premier paragraphe des articles 3 et 4, mais ne signifient pas que le deuxième paragraphe de l'un ou l'autre de ces articles doit être supprimé. Dans l'intervalle, un système de juridiction universelle devrait être mis en oeuvre pour les infractions en question.

60. Le projet d'article 1 pose, en anglais, une question de terminologie en ce qui concerne les mots "crime" et "offense". Bien que pour le profane le mot "crime" paraisse désigner un fait plus grave, techniquement, chacun de ces termes désigne l'ensemble des infractions du droit pénal. Dans le projet de code, il s'agit d'un problème de présentation et de coordination linguistique, et la délégation irlandaise préférerait dans ces conditions le mot "crime" au mot "offense".

61. La délégation irlandaise est aussi favorable à une définition conceptuelle des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité, peut-être combinée avec une liste illustrative. Par ailleurs, les mots placés entre crochets au projet d'article 1 sont au mieux superflus et peuvent être source de confusion. Si l'on ne peut raisonnablement opposer d'objection au contenu du projet d'article 2, son sens pourrait fort bien être implicitement exprimé dans le projet d'article 1. Ainsi, on devrait conserver l'article 2 pour le moment, mais le revoir lorsque l'article 1 sera achevé.

62. Il est important d'inclure le projet d'article 6 affirmant le droit d'un accusé aux garanties minimales en matière judiciaire. Cette disposition a été améliorée, et le texte devrait suivre d'aussi près que possible les dispositions pertinentes du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, de manière à éviter toute divergence d'interprétation.

63. De la même manière, la règle non bis in idem constitue une protection essentielle pour un accusé. Telle qu'elle est formulée au projet d'article 7, elle conviendrait à un système de juridiction universelle. Si une juridiction pénale internationale est créée, il faudra se demander s'il convient de conserver la règle. Dans l'affirmative, il faudra veiller à ne pas porter atteinte à la primauté logique du droit pénal international et de la juridiction pénale internationale.

(M. Hayes, Irlande)

64. En ce qui concerne le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation, la délégation irlandaise pense que l'approche adoptée est la plus sage car les règles supplétives générales constituant le projet d'accord-cadre envisagé devraient comprendre une obligation générale de coopérer. A cet égard, la délégation irlandaise rejoint celle du Qatar : si cette obligation n'existe pas en droit international, elle se prête éminemment à une entreprise de développement progressif. Par ailleurs, les notions telles que l'utilisation optimale, l'utilisation équitable et raisonnable et la protection des Etats du cours d'eau contre les dommages appréciables résultant d'un accord entre d'autres Etats du cours d'eau sont des éléments clefs des travaux sur le sujet.

65. La question de la responsabilité internationale pour les conséquences préjudiciables découlant d'activités qui ne sont pas interdites par le droit international gagne en importance pour une communauté internationale cherchant à se protéger des effets parfois négatifs du progrès technique. La délégation irlandaise appuie pleinement les conclusions du Rapporteur spécial, telles qu'elles sont consignées au paragraphe 194 du rapport de la CDI. Il semble que l'élaboration d'un projet de convention sur le sujet soit nécessaire à la lumière des réalités du monde moderne. Le Rapporteur spécial a reconnu dans ses trois rapports que deux principes opposés sont inhérents au sujet : premièrement, un Etat a le droit de se livrer à des activités licites, en particulier sur son propre territoire, sans avoir de comptes à rendre à un autre Etat; deuxièmement, et à l'opposé, un Etat a le droit de tirer profit de ses propres installations ou ressources, sans être gêné par les activités d'un autre Etat. Ces droits ne peuvent être tous deux absolus, car s'ils l'étaient, ils entreraient en conflit. Ces deux principes cohabitent au sein du concept "sic utere tuo ut alienum non laedas" que le Rapporteur spécial accepte comme base théorique du développement progressif du droit sur ce sujet. Et c'est aussi ce que pense la délégation irlandaise.

66. Il faut combiner les règles de prévention et de réparation. Prévoir la réparation seulement serait injuste et illogique. Par ailleurs, une règle de prévention sans sanction en cas de violation serait inefficace. La combinaison des deux règles découle donc logiquement du principe sine utere mais répond aussi à des exigences de justice et d'efficacité. Il est donc justifié de les lier, et cette relation amène inévitablement à incorporer au sujet la notion de "responsabilité sans faute" qui existe tant en common law qu'en droit civil.

67. La responsabilité sans faute, même telle qu'elle est illustrée dans la célèbre affaire *Rylands c. Fletcher*, n'équivaut pas à la responsabilité absolue. Elle désigne plutôt une responsabilité découlant d'une relation causale entre l'activité et le préjudice. En l'occurrence, elle ne s'appliquerait qu'en l'absence d'accord entre les Etats concernés en ce qui concerne les activités dangereuses. Son application serait réglée par des négociations qui tiendraient compte des facteurs modifiant son caractère de responsabilité sans faute. Elle aurait un effet dissuasif et serait donc un élément de prévention et de réparation. Par ailleurs, bien qu'une règle beaucoup plus rigoureuse de responsabilité sans faute ait été adoptée dans de nombreux systèmes juridiques, absolument rien ne prouve que cela ait empêché la science et la technique de se développer dans les pays concernés.

(M. Hayes, Irlande)

68. En ce qui concerne les relations entre Etats et organisations internationales, les travaux devraient continuer sur la base du schéma présenté par le Rapporteur spécial. Il faut espérer que ce dernier tirera parti de la liberté que lui a laissée la CDI et combinera la codification des règles et pratiques existantes et l'identification des lacunes. Ces deux exercices utiles doivent être vus comme complémentaires plutôt que comme s'excluant l'un l'autre. Néanmoins, la délégation irlandaise pense, comme celle du Brésil, que ce sujet, du point de vue de la priorité, vient après les objectifs fixés au paragraphe 232 du rapport.

69. En ce qui concerne la section D du chapitre VI du rapport, la délégation irlandaise se félicite que la CDI ait répondu au paragraphe 5 de la résolution 41/80 de l'Assemblée générale en examinant toutes les suggestions y figurant. Elle se félicite aussi des efforts déployés pour faciliter l'expression des vues des délégations au cours du débat annuel à la Sixième Commission; à cet égard, les paragraphes 67 et 115 du rapport ont été particulièrement utiles à la délégation irlandaise. Il est bon, par ailleurs, que la CDI ait planifié ses activités pour l'ensemble de son mandat quinquennal.

70. Notant ce qui est dit au paragraphe 234 au sujet de la possibilité d'échelonner l'examen de certains sujets, la délégation irlandaise pense que cela donnerait aux rapporteurs spéciaux plus de facilité pour élaborer leurs rapports, permettrait aux membres de les étudier à l'avance et autoriserait des débats plus exhaustifs lors de la session de la CDI. En outre, il semble que les circonstances actuelles se prêtent à l'échelonnement. Deuxièmement, un échelonnement ne risque guère d'empêcher l'achèvement de la première lecture de deux sujets au cours du mandat de cinq ans comme cela est prévu, ni de freiner les progrès dans d'autres domaines. Troisièmement, la question de l'échelonnement de l'examen des sujets devrait être examinée par la CDI à la fin aussi bien qu'au début de chacune des sessions. Enfin, l'échelonnement de l'examen au fond des sujets ne devrait pas entraîner un échelonnement correspondant des travaux du Comité de rédaction.

71. La délégation irlandaise a noté avec intérêt les plans de la CDI pour faciliter la tâche du Comité de rédaction exposés aux paragraphes 237 à 240 et espère que la possibilité de modifier la composition selon les sujets sera de nouveau examinée. Il faut que la CDI dispose des moyens nécessaires à l'accomplissement de sa tâche, que ses rapports soient examinés chaque année et que les gouvernements répondent en temps voulu, et en détail, aux demandes d'observations qu'ils reçoivent.

72. Le représentant de la Nouvelle-Zélande indique que son gouvernement a décidé de faire une contribution au financement du prochain Séminaire de droit international qui doit avoir lieu durant la quarantième session de la CDI.

73. M. OMAR (Jamahiriya arabe libyenne) dit à propos du projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité que la délégation libyenne appuie l'approche adoptée par la CDI en ce qui concerne la définition de ces crimes à partir d'une liste d'actes et d'une description précise de chacune des infractions. Cela est conforme aux principes du droit pénal et préférable aux définitions qui se contentent d'identifier les éléments fondamentaux des actes

(M. Omar, Jamahiriya arabe libyenne)

incriminés. La définition doit viser l'intention criminelle, qui est un des éléments fondamentaux du crime. La cour doit dans chaque cas prouver l'intention criminelle que l'on ne peut pas simplement présumer en invoquant la nature systématique et massive du crime.

74. Quant à l'expression "de droit international", placée entre crochets dans le texte, la délégation libyenne, tout en comprenant les raisons de ceux qui font objection à cette expression, pense qu'elle doit être maintenue à titre provisoire. La raison en est que la CDI, comme elle l'a indiqué au paragraphe 17 de son rapport, se propose de limiter à ce stade la portée du projet à la responsabilité pénale des individus, sans préjudice d'un examen ultérieur de l'application éventuelle à l'Etat de la notion de responsabilité pénale internationale. En outre, il convient d'attendre que soit terminé l'examen de la liste des crimes.

75. D'autre part, il peut exister un lien entre les termes "de droit international" et l'article 2, qui présume que certains faits peuvent ne pas être qualifiés de crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité dans la législation de certains Etats. C'est pourquoi les termes "en droit international" devraient être maintenus provisoirement, du moins jusqu'à l'achèvement des travaux sur le projet de code. Quant à la deuxième phrase de l'article 2, elle devrait être conservée car elle est plus précise que la première.

76. L'article 3 ne suscite pas de difficultés pour ce qui concerne tant la responsabilité de l'individu que celle de l'Etat, encore que l'expression "indépendamment de tout mobile étranger à la définition de l'infraction alléguée par l'accusé" soit superflue, car les mobiles figurent parmi les aspects objectifs mis à jour par les faits. L'article 5 ne soulève pas de difficultés.

77. La délégation libyenne appuie l'article 6 qui traite des garanties judiciaires minimales auxquelles a droit tout accusé. Il n'y a pas de mal à les réaffirmer dans le projet de code, encore qu'il s'agisse là d'un des principes reconnus dans toute législation pénale nationale. Concernant l'article 7, la délégation libyenne pense que cet article exige une étude plus approfondie eu égard aux difficultés qu'il a soulevées. Il semble que la règle dont traite cet article est l'applicabilité du principe non bis in idem dans tous les cas, soit qu'il y ait conflit de compétences, soit que ce conflit intervienne entre un Etat et la juridiction pénale internationale, si une telle juridiction est créée. Il y aurait exception à cette règle en cas de découverte de nouvelles preuves qui n'étaient pas connues lors d'un premier procès. La question de l'ordre de juridiction devrait être traitée là où il convient. Il semble que la proposition figurant au paragraphe 39 du rapport de la CDI concernant l'adjonction d'un deuxième paragraphe à l'article 7 ne résout pas totalement les difficultés qui se sont manifestées au Comité de rédaction. Ce nouveau paragraphe empêcherait d'invoquer l'exception devant une juridiction pénale internationale, et il ne semble pas y avoir de justification raisonnable à une telle disposition. Il serait donc souhaitable de la revoir.

(M. Omar, Jamahiriya arabe libyenne)

78. Pour ce qui concerne l'élaboration du statut d'une juridiction pénale internationale pour les individus, la délégation libyenne n'a pas d'objection à ce que l'on confie cette tâche à la CDI. Néanmoins, elle estime que cela doit dépendre de l'achèvement du projet de code. La CDI doit tenir compte des systèmes de priorités quant il y a conflit de juridictions. Dans ce contexte, la délégation libyenne appuie la proposition visant à créer un ordre de priorités pour l'extradition : viendrait en premier lieu l'Etat sur le territoire duquel le crime a été perpétré, en deuxième lieu l'Etat dont les intérêts (ou ceux de son ressortissant) ont été lésés, et en troisième lieu l'Etat où l'auteur du crime a été appréhendé.

79. M. Omar appelle en outre l'attention de la Commission sur la question de la publication des arrêts et des avis consultatifs de la Cour internationale de Justice dans d'autres langues officielles de l'ONU. La délégation libyenne avait soulevé cette question à la quarantième session dans le but d'élargir, en particulier dans les pays en développement, les effectifs de ceux qui pourraient ainsi prendre connaissance des activités de la Cour internationale de Justice. Elle signale que le Corps commun d'inspection, dans son rapport (A/42/34), a indiqué qu'il était souhaitable que ces publications atteignent un plus large public et qu'il serait possible d'atteindre cet objectif dans la limite des ressources financières disponibles.

80. M. KEKOMAKI (Finlande), parlant au nom des délégations du Danemark, de l'Islande, de la Norvège, de la Suède et de la Finlande, présente quelques observations sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation. Il rappelle que la CDI a étudié cette question au cours des 13 dernières années et a examiné une multitude de points juridiques et techniques qui s'y rapportent. Toutefois le travail est loin d'être terminé.

81. Pendant la session de 1987, certains membres de la CDI ont continué à se demander si la pratique des Etats ou les décisions arbitrales constituaient une base suffisante pour l'élaboration de règles de droit international obligatoires applicables à tous les cours d'eau internationaux. Ces doutes se justifient dans une certaine mesure. Pourtant, le droit des cours d'eau internationaux a une longue histoire et ses sources ne se limitent pas à la pratique récente des Etats et à la juridiction arbitrale moderne. En outre, le mandat de la CDI en la matière, qui figure dans la résolution 2669 (XV) de l'Assemblée générale, est assez large pour englober non seulement l'application récente du droit relatif aux voies d'eau internationales, tant dans la pratique des Etats que dans la jurisprudence internationale, mais aussi des études de la question effectuées par des organismes intergouvernementaux et non gouvernementaux.

82. En fait, au début des années 60 déjà, il existait un certain nombre d'études et de projets relatifs au droit des cours d'eau internationaux, dont le plus important a été les Règles d'Helsinki sur les utilisations des eaux des fleuves internationaux. En réalité, le but de l'initiative qui a abouti à l'adoption de cette résolution était d'utiliser principalement ces études et ces projets pour la codification du droit en la matière. D'importants travaux ont été réalisés par des organismes non gouvernementaux, tels que l'Association de droit international et

(M. Kekomaki, Finlande)

l'Institut du droit international, qui ont étudié pendant de longues périodes le droit international des cours d'eaux. Des travaux sur le même sujet ont été effectués par la FAO, la CEE, le Comité juridique consultatif afro-asiatique et d'autres organisations internationales. La valeur de ces études réside dans le fait qu'elles ont été établies par des experts du droit international des eaux et qu'elles reposent sur une recherche approfondie de toutes les sources pertinentes.

83. Les rapports annuels de la CDI indiquent que celle-ci a prêté attention aux recommandations de l'Assemblée générale et il ne fait pas de doute que les principes de base et autres dispositions des Règles d'Helsinki et d'autres études et projets ont influé sur ses travaux de façon décisive. C'est particulièrement vrai pour ce qui concerne la doctrine de l'utilisation équitable, que la CDI a adoptée comme base de son projet. Les délégations nordiques se félicitent de cette décision, tout en estimant que certains projets d'articles auraient besoin d'être reformulés.

84. Certains membres de la CDI ont exprimé des doutes quant à la possibilité de rédiger des principes généraux qui s'appliqueraient universellement à tous les cours d'eau. Pour résoudre le problème lié à la diversité des cours d'eau, la CDI a envisagé d'élaborer un accord-cadre. Selon cette méthode, les Etats d'un cours d'eau pourraient, par le biais d'un accord de cours d'eau, appliquer et ajuster les dispositions générales des articles du projet de convention aux caractéristiques et usages d'un cours d'eau international particulier. Le rapport de la CDI explique que les dispositions de fond du projet d'articles sont essentiellement de caractère supplétif. Ce caractère secondaire des règles et principes généraux se manifeste également dans la structure du projet de convention, dont une des premières dispositions a trait aux accords de cours d'eau (art. 4).

85. Les délégations nordiques estiment que le système dualiste d'un accord-cadre semble ouvrir la voie à des ambiguïtés. En plus, elles ont de la peine à accepter que les règles et principes généraux ne se voient attribuer qu'un caractère supplétif. Une future convention peut certes contenir des dispositions permettant aux Etats du cours d'eau de régler par accord leurs relations mutuelles en ce qui concerne les utilisations du cours d'eau d'une manière qui diffère des règles et principes régissant ces utilisations en général, à condition que cet accord n'empiète pas sur les droits et intérêts d'Etats tiers. Toutefois, les délégations nordiques ne veulent pas appuyer un système d'accord-cadre qui éclipserait la codification du droit des cours d'eau internationaux en attribuant une position secondaire aux règles et principes généraux, dont certains sont des éléments du droit international coutumier bien établis.

86. Conformément à son mandat, la CDI doit étudier le droit des cours d'eau internationaux en vue de son développement progressif et de sa codification. Depuis le Moyen Age déjà, de nombreux traités ont été signés entre Etats voisins dans ce domaine. Avec le temps, des règles juridiques coutumières sont apparues et elles servent maintenant de base à la codification. Toutefois, si l'on accorde trop d'importance aux conséquences juridiques de la diversité des cours d'eau, cela pourrait aller à l'encontre des buts recherchés par la codification.

(M. Kekomaki, Finlande)

87. A sa trente-neuvième session, la CDI a essentiellement étudié la question sur la base du troisième rapport du Rapporteur spécial actuel. Celui-ci explique que la gestion des ressources en eau exige une planification efficace, non seulement pour obtenir l'utilisation optimale de ces ressources, mais aussi pour résoudre les conflits relatifs à cette utilisation. Tout ceci est important, non seulement pour des raisons économiques ou administratives, mais aussi parce que le droit des cours d'eau internationaux doit être élaboré avec réalisme et dans le but de promouvoir la coopération entre les Etats du cours d'eau et de leur offrir des moyens d'éviter ou de régler les conflits. D'autre part, l'utilisation optimale des ressources d'un cours d'eau international est avant tout une question de planification économique et n'a pas de conséquences directes sur la doctrine de l'utilisation équitable. Il existe toutefois un lien entre l'application de ladite doctrine et une gestion intégrée des ressources en eau, et ce lien réside dans les règles de procédure proposées concernant la coopération entre Etats du cours d'eau.

88. Il manque encore à la doctrine de l'utilisation équitable, que le Rapporteur spécial qualifie de pierre angulaire du droit moderne des cours d'eau internationaux, un mécanisme précis pour sa mise en application dans les cas concrets. Cela vaut également pour les Règles d'Helsinki, qui ne contiennent que des recommandations sur les informations et notifications nécessaires aux fins de prévention des différends entre Etats du bassin.

89. Le Rapporteur spécial évoque aussi ce même problème et fait observer que la doctrine de l'utilisation équitable ne comprend pas de normes a priori universellement applicables aux utilisations des cours d'eau internationaux mais se fonde sur l'équilibre de facteurs pertinents dans chaque cas individuel. Cette doctrine n'opère qu'en tant que moyen de vérification après que le fait se soit produit, c'est pourquoi le Rapporteur spécial souligne que c'est justement à cause de son caractère général et souple que le principe de l'utilisation équitable doit être complété par une série de règles de procédure relatives à son application.

90. Les projets d'articles sur la coopération et la notification qui sont proposés ne représentent pas en soi des innovations; ils portent sur les mêmes sujets que les articles correspondants proposés par le Rapporteur spécial précédent dans ce domaine. Le projet d'article 10 sur l'obligation générale de coopérer peut, certes, s'appuyer sur de nombreux documents et études internationaux qui ne font que souligner l'importance de l'obligation générale de coopérer. Au cours du débat sur ce point à la trente-neuvième session de la CDI, plusieurs membres de cette commission ont estimé qu'une telle obligation existait en droit international. D'autres, toutefois, ont été d'avis que la coopération était une notion vague et générale et ont prétendu qu'en droit international il n'existait pas pour les Etats d'obligation générale de coopérer. Résumant ce débat, le Rapporteur spécial a déclaré que, même s'il y a eu divergence de vues quant à l'existence d'un devoir de coopérer en droit international général, il n'y a pas eu d'objection à l'idée d'inclure un projet d'article sur la coopération, à condition qu'il soit formulé de manière appropriée. Les délégations nordiques partagent cet avis, mais estiment qu'il faudrait faire dans ce cas une distinction entre le droit international général et le droit particulier des cours d'eau internationaux. Dans le cas de ces derniers, il ne semble pas nécessaire d'expliquer l'existence d'un devoir de

(M. Kekomaki, Finlande)

coopérer en se référant aux principes généraux du droit international. Un tel devoir peut tout aussi bien être considéré, conformément à la doctrine de l'utilisation équitable, comme une conséquence juridique de l'unité et de la cohérence hydrologique du bassin d'un cours d'eau international.

91. Les projets d'articles sur la notification (art. 11 à 15) sont également étayés par divers instruments internationaux ainsi que par la pratique des Etats. Les rapports du Rapporteur spécial contiennent de nombreux exemples de documents pertinents, à commencer par la Convention de Genève de 1923 relative à l'aménagement des forces hydrauliques, ainsi que les recommandations sur la notification figurant dans les Règles d'Helsinki et les résolutions de l'Institut du droit international. Il s'agit là d'un complément de procédure essentiel pour rendre applicable dans la pratique des Etats le régime juridique fondé sur la doctrine de l'utilisation équitable. Toutefois, comme le Comité de rédaction de la CDI est encore saisi de ces projets d'articles, les délégations nordiques ne tiennent pas à les commenter en détail, et elles souhaiteraient en outre que le texte en soit révisé afin de les rendre moins complexes et plus facilement lisibles. Les règles sur la notification adoptées en 1986 par l'Association de droit international pourraient à cet égard servir d'exemple.

92. Pour éviter des problèmes d'interprétation au sujet des projets d'articles sur la notification, il faudrait faire concorder le projet d'article 11, qui traite du devoir de notifier, avec le projet d'article 9, qui interdit les activités pouvant causer un dommage appréciable à d'autres Etats du cours d'eau. En outre, le verbe "envisager" utilisé dans ces articles a le même sens que "avoir l'intention", mais ne caractérise pas vraiment la situation dans laquelle il existe un devoir de notifier. La délégation nordique préférerait un autre libellé qui indiquerait plus exactement que l'intention a déjà pris forme dans un projet concret.

93. A propos du projet d'article 15, les délégations nordiques partagent l'opinion des membres de la CDI selon lesquels ce texte devrait être examiné avec soin car il pourrait offrir un moyen commode d'échapper à l'obligation énoncée dans les projets d'articles qui précèdent, pour ne rien dire des difficultés qu'il causerait son interprétation ou son application. En fait, de l'avis des délégations nordiques, ce projet d'article devrait être supprimé.

94. S'agissant des projets d'articles 2 à 7, que la CDI a adoptés provisoirement à sa trente-neuvième session, M. Kekomaki constate qu'ils reposent sur des dispositions correspondantes qui avaient déjà été adoptées provisoirement par la CDI en 1980. La CDI a déclaré dans son rapport qu'elle accueillerait avec satisfaction les vues des gouvernements sur les projets d'articles adoptés provisoirement. Certains de ceux-ci - en particulier ceux qui ont trait au rôle des accords de cours d'eau et à la teneur et à l'application du principe de l'utilisation équitable - sont les éléments les plus importants de la future convention et sont si étroitement liés à certaines de ses dispositions de base qu'on ne peut pas les commenter avant de disposer du texte révisé de l'ensemble du projet de convention. Pour ce qui concerne les détails, certains de ces articles ont besoin d'être rédigés à nouveau, particulièrement l'article 6 et l'article 9 qui devraient être formulés de manière à correspondre l'un à l'autre. Pour ce qui

(M. Kekomaki, Finlande)

est de la liste des facteurs pertinents à prendre en considération pour une utilisation équitable et raisonnable (art. 7), elle n'est pas censée être exhaustive et elle paraît être aussi valable que toute autre liste semblable établie par une organisation internationale.

95. Les travaux de la CDI sur l'utilisation des cours d'eau non internationaux à des fins autres que la navigation n'ont peut-être pas progressé à sa dernière session aussi rapidement que prévu car, comme souvent par le passé, la CDI et son Comité de rédaction n'ont pas disposé de suffisamment de temps eu égard aux problèmes complexes dont ils ont à traiter. Néanmoins, le troisième rapport du Rapporteur spécial a de nouveau permis de faire un grand pas en avant dans les travaux en la matière.

La séance est levée à 18 heures.